



Assemblée générale

Distr. générale
13 septembre 2006
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 5^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 6 juin 2006, à 10 heures

Président : M. Hunte (Sainte-Lucie)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour
Question du Sahara occidental
 Audition de pétitionnaires
Question de Gibraltar
 Audition de représentants de territoires non autonomes
 Audition de pétitionnaires
Déclaration du Président
Questions diverses

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 10 h 25.

Adoption de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Question du Sahara occidental (A/AC.109/2006/2)

2. **Le Président** appelle l'attention sur le document de travail concernant le Sahara occidental établi par le Secrétariat (A/AC.109/2006/2).

3. **M. Malmierca Diaz** (Cuba) dit que le peuple sahraoui, à qui on refuse l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination depuis plus de 30 ans, a le droit de déterminer son propre avenir. Comme les Nations Unies l'ont déclaré à maintes reprises, le conflit au Sahara occidental est une question de décolonisation qui relève de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et constitue donc une responsabilité directe de l'ONU. Toute tentative d'empêcher le peuple sahraoui d'exercer ce droit représente une grave violation du droit international et de la Charte, ainsi que des nombreuses résolutions adoptées depuis 1965.

4. Le Plan de règlement, les accords de Houston et le plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental indiquent clairement qu'un règlement de la question n'est possible que si le peuple sahraoui est mieux à même d'exprimer librement sa volonté souveraine. Lui seul peut déterminer son avenir par le biais d'un référendum libre et légitime se déroulant sans restrictions quelconques. Un moyen d'assurer un règlement juste et final de la question consisterait à appliquer le plan de paix adopté par le Conseil de sécurité en tant que solution politique optimale du conflit.

5. Les Nations Unies ne peuvent pas se dérober à leurs responsabilités sous prétexte que l'une des parties a rejeté le plan de paix élaboré par l'Organisation ou négocié par les parties sous ses auspices, ou se laver les mains à l'égard du processus de recherche d'une solution à une question de décolonisation qu'elle a la responsabilité de régler. Le peuple sahraoui a placé ses espoirs en l'ONU. Le Comité spécial est appelé à jouer un rôle clef dans l'examen de la question qui figure à son ordre du jour depuis de nombreuses années et qui doit y demeurer inscrite tant que cela sera nécessaire.

6. Plus que jamais, le peuple sahraoui a besoin de l'appui de la communauté internationale. Bien que ses ressources soient modestes, Cuba a contribué, dans la limite de ses moyens, au développement du peuple sahraoui, notamment en matière d'éducation. En réponse aux appels répétés de l'Assemblée générale qui a invité les États Membres à fournir des moyens d'études et de formation aux habitants des territoires non autonomes, 590 étudiants sahraouis font actuellement leurs études à Cuba. Le Gouvernement cubain continuera à œuvrer en faveur d'un règlement juste et final de la question du Sahara occidental conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le peuple sahraoui pourra toujours compter sur la solidarité cubaine dans sa lutte héroïque en faveur de l'exercice de ses droits légitimes.

Audition de pétitionnaires

7. **Le Président** rappelle qu'à sa 4^e séance, le Comité a accepté la demande d'audition du représentant du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Frente POLISARIO).

8. *Sur invitation du Président, M. Boukhari (Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro) (Frente POLISARIO) prend place à la table des pétitionnaires.*

9. **M. Boukhari** (Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Frente POLISARIO)) dit que l'occupation continue du Sahara occidental par le Maroc constitue un défi lancé à l'autorité de l'ONU et, en particulier, au Comité spécial. En 2004, le Président sud-africain, M. Mbeki, a déclaré qu'il était honteux et déplorable que le peuple Sahraoui n'ait toujours pas réalisé ses aspirations légitimes à l'autodétermination. L'évolution de la situation depuis la session précédente du Comité a confirmé ses paroles. Le Maroc continue de s'opposer à la tenue d'un référendum d'autodétermination tout en intensifiant sa répression des civils sahraouis. Parmi les autres faits nouveaux survenus pendant l'année passée, on peut mentionner la nomination d'un nouvel Envoyé spécial pour le Sahara occidental, l'adoption de la résolution 1634 (2005) du Conseil de sécurité qui prolonge le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 30 avril 2006, et, plus récemment, la présentation du rapport du Secrétaire

général sur la situation au Sahara occidental (S/2006/249) au Conseil de sécurité. L'orateur souhaite mettre en relief trois aspects cruciaux du rapport du Secrétaire général.

10. Premièrement, le rapport réitère plusieurs vérités fondamentales qui conditionnent une décolonisation crédible du Sahara occidental. Premièrement, aucun État Membre de l'ONU n'a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Comme l'Assemblée générale l'a déclaré explicitement et l'ancien Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques implicitement, la présence du Maroc au Sahara occidental est illégale. Le rapport rappelle également l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 16 octobre 1995 conformément auquel la revendication marocaine sur le Sahara occidental est sans fondement, le Plan de règlement et le plan Baker. En outre, il signale que les Nations Unies ne peuvent pas entériner un plan de paix qui ne tient pas compte du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le Frente POLISARIO espérait que le rapport recommanderait au Conseil de sécurité de charger la MINURSO de reprendre le processus référendaire qui est paralysé depuis février 2000, moment où le Maroc a décidé de se dérober à son engagement de coopérer avec l'ONU dans l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Au contraire, le rapport propose d'autres modalités qui affaiblissent voire sapent le droit à l'autodétermination.

11. Dans ce contexte, le deuxième aspect crucial du rapport réside dans l'avis de l'Envoyé personnel conformément auquel les discussions concernant la légalité internationale devraient tenir compte de ce qu'il appelle la « réalité politique », un euphémisme désignant l'occupation marocaine illégale. Il s'agirait de créer un précédent très dangereux qui suppose l'acceptation d'une situation coloniale imposée par la force. En outre, le rapport recommande des négociations avec la participation de diverses parties tierces censées déboucher sur une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui garantirait l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Par ailleurs, le rapport signale que tout référendum prévoyant l'indépendance comme l'une des options serait rejeté par le Maroc. Il est difficile de trouver une telle démarche cohérente, car elle semble indiquer que la doctrine de décolonisation de l'ONU est abandonnée en faveur de la position bien connue de la Puissance d'occupation, tout cela au nom de la

« réalité politique ». L'orateur n'a jamais rien vu de semblable. Si cette démarche avait été adoptée par le passé, de nombreux pays se trouveraient toujours sous occupation coloniale.

12. Le Frente POLISARIO est extrêmement surpris par cette dernière tentative de faire dérailler le processus de décolonisation, comme il l'a déclaré dans une lettre qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité. Il n'y a rien à négocier avec le Maroc. Ce qu'il faut, c'est d'appliquer les accords. Tout a été négocié et renégocié avec la Puissance d'occupation dans le cadre de négociations supervisées par l'ONU et aboutissant à des résultats concrets, qui tous ont été entérinés par le Conseil de sécurité, le but explicite consistant à tenir un référendum d'autodétermination qui inclut l'option de l'indépendance. Le Frente POLISARIO se félicite que la résolution 1675 (2006) du Conseil de sécurité ne fasse aucune mention de telles négociations, mais qu'elle se borne à proroger le mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2006. Il est difficile de justifier la continuation de l'impasse. La communauté internationale a le devoir et les moyens de garantir la tenue d'un référendum. L'énorme effort déployé par l'ONU ne peut pas être abandonné uniquement parce que la Puissance d'occupation a décidé de refuser sa collaboration concernant l'application de plans acceptés au préalable. Les Nations Unies doivent persévérer dans leur défense des principes fondamentaux de la Charte, indépendamment de la « réalité politique » créée par une occupation coloniale inégale, comme elles l'ont fait pour tant d'autres processus de décolonisation couronnés de succès. Le Maroc exploite à dessein le manque de persévérance et lance un défi ouvert à la légalité internationale tout en se livrant à des violations des droits de l'homme dans le territoire occupé illégalement.

13. Le troisième aspect crucial, c'est que pour la première fois et bien que ces violations n'aient rien de nouveau, le rapport du Secrétaire général inclut une référence aux violations des droits de l'homme au Sahara occidental. En particulier, le Secrétaire général exprime son inquiétude à l'égard de la réaction massive des forces de sécurité marocaine aux nombreuses manifestations pacifiques en faveur de l'indépendance. Des douzaines de Sahraouis ont été emprisonnés et torturés. Deux personnes sont mortes l'année dernière, alors que de nombreuses autres sont toujours détenues dans des prisons marocaines. Le Conseil de sécurité dispose de documents qui

confirment ces crimes. La dégradation de la situation des droits de l'homme a également été évoquée à maintes reprises par les principales organisations humanitaires. Depuis plus d'un an, le Parlement européen attend l'autorisation d'envoyer une délégation au Sahara occidental. Le Maroc a également empêché des délégations officielles des pays nordiques et des parlements régionaux espagnols de se rendre au Sahara occidental. Une telle démarche ne peut manquer de susciter des soupçons quant aux intentions marocaines dans le territoire. Tout juste le mois dernier, le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies a enfin été autorisé à envoyer une délégation dans le territoire. Toutefois, les autorités marocaines ont fait tout en leur pouvoir pour empêcher la délégation de voir la situation réelle, limitant sa visite à deux jours et à une seule ville, Aïoun, et en l'obligeant de consacrer beaucoup de temps à accueillir des pseudo-ONG envoyées par la Puissance d'occupation. Le Frente POLISARIO espère que le Haut Commissaire informera le Conseil de sécurité et la communauté internationale des souffrances d'un peuple innocent qui, malgré la répression, cherche toujours à affirmer ses revendications légitimes par des moyens pacifiques. Il espère également que le Secrétaire général et le Conseil de sécurité mettront en place, dans le cadre du mandat de la MINURSO, des mécanismes efficaces au Sahara occidental pour assurer le respect des droits de l'homme en attendant la tenue d'un référendum. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, le Maroc ne doit pas s'y opposer.

14. La continuation de l'impasse ne permettra ni le rétablissement de la paix, ni le respect des droits de l'homme. Les Nations Unies ne doivent pas abandonner leurs responsabilités à l'égard du Sahara occidental au nom de la prétendue « réalité politique », car cela constituerait une violation de la Charte. Une telle violation a été érigée en politique d'État par la Puissance d'occupation, comme d'autres puissances coloniales l'ont fait par le passé. La légalité internationale symbolisée par la Charte est précisément l'argument fondamental en faveur de la cessation de situations illégales résultant de « réalités politiques » coloniales. Il est injustifiable de modifier les données de l'équation dans le cas du Sahara occidental; ce faisant, on susciterait des soupçons quant aux véritables intentions.

15. Le Frente POLISARIO a collaboré pleinement avec l'ONU en faveur d'un règlement pacifique du différend qui répondrait aux rêves de générations de Maghrébins et d'Africains d'un avenir partagé fondé sur le bon voisinage. En acceptant le Plan de règlement, les accords de Houston et le plan Baker, il a également offert au Maroc une sortie honorable du conflit. Il est donc surpris par l'intransigeance continue du Maroc et par ses subterfuges qui ont fait perdre du temps et ont sapé la crédibilité internationale. En fermant les yeux sur les tentatives flagrantes du Maroc de faire obstacle au processus de décolonisation à un moment où elle devrait jouer un rôle décisif pour garantir son succès, l'ONU est loin de faciliter les choses, notamment pour elle-même. Elle est arrivée au Sahara occidental en 1991 avec un plan de paix détaillé prêt à être appliqué, animé du seul but d'organiser un référendum d'autodétermination. Si un tel référendum n'avait pas lieu, cela entraînerait de lourdes conséquences. La conduite de plusieurs pays influents n'est pas de nature à renforcer le rôle fondamental de l'ONU. Il est regrettable que l'on perpétue les erreurs du passé colonial. Dans ce contexte, l'accord de pêche portant sur les eaux sahraouies conclu entre l'Union européenne et le Maroc vient encore de jeter de l'huile sur le feu. Le Frente POLISARIO exige une nouvelle fois que tous les accords soient conformes à la légalité internationale.

16. Le peuple sahraoui ne peut pas être une exception à la règle. Il ne renoncera pas à son droit fondamental à l'autodétermination. Il ne demande rien de nouveau ou d'impossible; il demande seulement ce que d'autres États Membres de l'ONU ont demandé à l'époque. L'ONU doit aider le peuple sahraoui à convaincre le Maroc à respecter la légalité internationale et ses propres engagements. Si le Maroc refuse de coopérer, il ne faut pas sacrifier plus longtemps le droit du peuple Sahraoui à exister en tant que nation souveraine qui affirme son droit à occuper un siège à l'ONU. Il ne renoncera pas à un référendum d'autodétermination. Toutefois, ce n'est pas le peuple sahraoui qui doit porter le blâme de l'absence d'un référendum ou en payer le prix. Tout le monde sait que le peuple sahraoui aspire à la création d'un pays libre et souverain. C'est pour cette raison que le Maroc s'oppose au référendum, or la tenue de celui-ci ne doit pas dépendre de la bonne volonté marocaine. La présence du Sahara occidental à l'ONU consacrerait le principe du règlement pacifique des différends et le respect de la légalité internationale et pourrait même faciliter un

règlement du conflit, entre autres, grâce à un référendum. L'inaction n'est pas une option pour l'ONU. À ne rien faire alors que la situation empire, que la communauté internationale perd tout espoir et que le peuple sahraoui continue à subir de graves violations des droits de l'homme, on admet l'échec -- l'échec de la paix, de l'ONU et de la communauté internationale dans son ensemble. Le Comité spécial doit accroître l'intérêt qu'il porte à la décolonisation de la dernière colonie africaine, maintenant plus que jamais.

17. *M. Boukari se retire.*

18. **Le Président** dit qu'il considérera, sous réserve de toute directive que l'Assemblée générale pourrait donner à sa soixante et unième session, que le Comité souhaite achever l'examen de la question et transmettre tous les documents pertinents à l'Assemblée générale afin de faciliter l'examen de la question par la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).

19. *Il en est ainsi décidé.*

20. **Le Président** dit que le Comité a ainsi achevé l'examen de ce point de l'ordre du jour.

Question de Gibraltar (A/AC.109/2006/9 et Corr.1)

21. **M. Yáñez-Barnuevo** (Observateur de l'Espagne) dit que son pays considère les travaux du Comité comme essentiels et indispensables pour l'achèvement de la décolonisation. De tous les États Membres, l'Espagne tient le plus au progrès de la décolonisation de Gibraltar, qui doit avoir lieu sur la base des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

22. Dans un livre blanc intitulé « Un partenariat pour le progrès et la prospérité : la Grande-Bretagne et les territoires d'outre-mer » publié en mars 1999, le Gouvernement britannique déclarait que le cas de Gibraltar présentait des circonstances particulières, puisque les droits du Royaume-Uni reposaient sur le traité d'Utrecht conclu avec l'Espagne. Le Comité a exprimé le même avis dans le cadre des conclusions d'un séminaire sur la décolonisation tenue en 2005.

23. La deuxième Décennie internationale d'élimination du colonialisme devrait donner un élan supplémentaire à la décolonisation des territoires qui figurent toujours sur la liste du Comité. Le succès de ce processus exigera un climat favorable à un examen tranquille des

problèmes, car il est impossible de mener avec succès des négociations concernant la souveraineté dans un climat de confrontation. C'est sur cette base qu'un forum de dialogue trilatéral a été créé par les Gouvernements de l'Espagne, du Royaume-Uni et de Gibraltar en décembre 2004. Le Gouvernement espagnol espère que les premiers résultats du dialogue seront annoncés en été 2006.

24. Bien que certains observateurs puissent interpréter des faits récents comme une dérogation à l'esprit qui anime le forum trilatéral, l'Espagne n'est pas de cet avis. En mars 2006, elle a tenu des pourparlers avec le Gouvernement britannique et une délégation de Gibraltar sur les façons de réformer l'ordre constitutionnel en vigueur à Gibraltar depuis 1969. Toutefois, le texte constitutionnel qui a résulté peut-être considéré uniquement comme une redistribution interne des pouvoirs entre le Royaume-Uni et Gibraltar destinée à améliorer l'efficacité de la gouvernance du territoire, et non la décolonisation de Gibraltar.

25. Par conséquent, le Gouvernement espagnol est persuadé que la réforme constitutionnelle n'aura pas de répercussions sur la décolonisation de Gibraltar, car le Livre blanc de 1999 stipule que la révision des instruments constitutionnels des territoires d'outre-mer répond uniquement à la décision de moderniser les relations avec ses territoires et à renforcer l'autonomie locale et la bonne gouvernance.

26. En outre, en mars 2006, le Royaume-Uni a assuré l'Espagne que s'agissant de Gibraltar, il reconnaissait que des restrictions limitaient le principe de l'autodétermination qui devait être réalisée conformément à la Charte des Nations Unies et au traité d'Utrecht. Le langage employé par le Royaume-Uni à l'époque indiquait clairement que la révision du texte constitutionnel ne se répercuterait pas sur la décolonisation. En outre, le texte proposé par le Parlement de Gibraltar dès le départ de la réforme constitutionnelle ne laisse aucun doute quant au fait que Gibraltar demeurera de facto et *de jure* un territoire non autonome.

27. En affirmant que Gibraltar n'est plus un territoire non autonome en raison de la réforme constitutionnelle on apporterait un démenti aux résolutions pertinentes de l'ONU et on refuserait à l'Espagne ses droits historiques sur le territoire reconnu dans le traité d'Utrecht. En outre, le principe de l'intégrité territoriale est applicable à plus forte raison si l'on

tient compte de l'isthme qui joint le rocher de Gibraltar au territoire espagnol.

28. Le Comité a agi de manière décisive et effective tout au long du processus ardu et prolongé de décolonisation, et l'Espagne l'encourage à continuer de le faire pour ce qui est des territoires restant sur la liste. L'Espagne ne cessera pas sa collaboration avec le Comité à l'égard de la décolonisation de Gibraltar; elle est résolue à parvenir à un résultat satisfaisant dans le cadre du forum trilatéral. La doctrine juridique applicable de l'ONU, clairement énoncée dans la Charte des Nations Unies, de même que dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, doit être interprétée et appliquée dans sa totalité.

29. **Le Président** attire l'attention sur le document de travail établi par le Secrétariat (A/AC.109/2006/9 et Corr.1) et ajoute qu'il a reçu une communication du Ministre principal de Gibraltar demandant qu'on lui donne l'occasion de prendre la parole au Comité sur la question de Gibraltar. En l'absence d'objections, il considérera que le Comité souhaite donner suite à la demande conformément à sa procédure habituelle.

30. *Il en est ainsi décidé.*

Audition de représentants de territoires non autonomes.

31. **M. Caruana** (Ministre principal de Gibraltar) dit que chaque année, le Gouvernement de Gibraltar invite le Comité à examiner la question de Gibraltar en tant que question de décolonisation par voie d'autodétermination. Pourtant, il n'a jamais réussi à persuader le Comité à mettre fin aux 35 longues années d'inactivité léthargique en la matière. Par conséquent, la plupart des habitants de Gibraltar ont commencé à douter de la pertinence de l'ONU quant à leur destinée.

32. L'orateur rappelle que dans sa résolution 1810 (XVII), l'Assemblée générale a invité le Comité à continuer à chercher les moyens les plus appropriés d'appliquer rapidement et pleinement la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à tous les territoires qui ne sont pas encore parvenus à l'indépendance, y compris Gibraltar.

33. Certains membres du Comité et certains États Membres pensent peut-être à tort que la Déclaration ne s'applique pas à Gibraltar ou à d'autres territoires objets d'un conflit de souveraineté, puisque le paragraphe 6 de la Déclaration stipule que toute

tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et de l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. Un tel avis n'est autre chose qu'une mauvaise interprétation de la Déclaration et un détournement flagrant du principe de l'intégrité territoriale.

34. Comme le Comité veut bien examiner la question de Gibraltar, c'est qu'il est manifestement persuadé que la Déclaration s'y applique et que Gibraltar relève de son mandat. Par conséquent, la mission du Comité consiste à aider Gibraltar à se décoloniser grâce à l'exercice de son droit à l'autodétermination et conformément à la volonté librement exprimée de son peuple, comme le prévoit la Déclaration.

35. En excluant manifestement le droit à l'autodétermination dans les cas où il convient d'appliquer le principe de l'intégrité territoriale, la Déclaration ne crée aucune obligation de promouvoir la décolonisation de territoires conformément au principe de l'intégrité territoriale. Comme la Cour internationale de justice l'a précisé, le principe de l'intégrité territoriale ne peut pas s'appliquer à la décolonisation des territoires figurant sur la liste.

36. Par conséquent, soit la Déclaration s'applique à Gibraltar, ce qui suppose sa décolonisation par voie d'autodétermination, soit elle ne s'applique pas, auquel cas Gibraltar doit être considéré non pas comme une colonie, mais simplement comme un territoire faisant l'objet d'un conflit de souveraineté et pour lequel il n'existe aucun droit à la décolonisation, et qui ne devrait donc pas figurer sur la liste des territoires non autonomes du Comité.

37. Il y a deux raisons pour lesquelles le principe de l'intégrité territoriale n'exclut pas l'autodétermination de Gibraltar. Premièrement, le principe de l'autodétermination s'applique à tous les territoires figurant sur la liste. Deuxièmement, le principe de l'intégrité territoriale ne s'applique pas dans le cas de Gibraltar. Il n'existe aucune tentative de détruire l'intégrité territoriale de l'Espagne, puisque l'Espagne n'inclut pas Gibraltar.

38. La résolution 2625 (XXV) indique clairement que la question de Gibraltar n'est pas une situation à laquelle il convient d'appliquer le principe de l'intégrité territoriale. La seule application correcte du principe de l'intégrité territoriale conformément à la doctrine de l'ONU et au droit international, c'est qu'un

territoire qui fait partie d'un État ne peut pas se réclamer du droit à l'autodétermination pour faire sécession. Ce principe ne peut pas être appliqué à la décolonisation de Gibraltar qui ne fait pas partie d'un État Membre.

39. C'est une erreur que d'affirmer qu'aux termes du traité d'Utrecht, il faut refuser au peuple de Gibraltar le droit à l'autodétermination. Il arrive fréquemment en droit international qu'un traité international incompatible avec la Charte soit déclaré nul et non avenue. Par conséquent, l'orateur ne comprend pas comment on peut affirmer que le traité d'Utrecht invaliderait la Charte des Nations Unies.

40. L'orateur se demande pourquoi le Comité ne déclare pas que le principe de l'autodétermination s'applique dans le cas de Gibraltar, et pourquoi il ne cherche pas des moyens appropriés d'appliquer la Déclaration à Gibraltar.

41. Il voudrait également savoir pourquoi, s'agissant de Gibraltar, le Comité n'a pas redoublé d'efforts pour appliquer le Plan d'action pour l'élimination du colonialisme conformément à la résolution 55/146 de l'Assemblée générale, et pourquoi il n'a pas mis en place un programme de travail pour Gibraltar conformément au paragraphe 72 du rapport que le Comité a soumis à l'Assemblée générale sur ses travaux en 2005 (A/60/23).

42. En souhaitant que Gibraltar accepte la souveraineté espagnole, le Comité agit en dehors de son mandat, en dehors de la Déclaration et contre la volonté du peuple de Gibraltar, qui ne renoncera jamais à son droit de décider de son propre avenir et ne subordonnera jamais ce droit à la revendication de souveraineté espagnole.

43. Le peuple de Gibraltar en est venu à croire que le Comité n'a ni le désir, ni la volonté de l'aider à obtenir la décolonisation conformément à ses vœux. Par conséquent, il a décidé d'exercer son droit à l'autodétermination par le biais d'un référendum créant une nouvelle relation constitutionnelle avec le Royaume-Uni, qui n'est pas de nature coloniale. Un tel acte d'autodétermination est envisagé dans la résolution 2526 (XXV) de l'Assemblée générale.

44. Si le peuple de Gibraltar devait accepter la constitution révisée, le Comité devrait se dessaisir de la question de Gibraltar et recommander à l'Assemblée générale de rayer le territoire de la liste. Toutefois, cette décision incombe au Comité qui décide

unilatéralement des critères gouvernant l'élimination de la liste.

45. L'Espagne est persuadée que du fait de sa revendication de souveraineté, la seule manière de décoloniser Gibraltar consiste à transférer la souveraineté sur ce territoire à l'Espagne. Comme le Comité refuse systématiquement de rejeter cette revendication, le peuple de Gibraltar considère que ni le Comité ni l'ONU sont compétents pour décider de son avenir. Par ailleurs, le Royaume-Uni est d'avis que Gibraltar jouit bien du droit à l'autodétermination, mais qu'aux termes du traité d'Utrecht, il ne peut pas choisir l'indépendance complète. Gibraltar rejette complètement cette position. Toutefois, il est probable que le Royaume-Uni finira par reconnaître que l'acceptation de la constitution révisée lors d'un référendum constituera un acte d'autodétermination.

46. Le forum trilatéral a tenu plusieurs réunions officielles, et les parties espèrent parvenir à des accords importants dans un proche avenir. Gibraltar se félicite de cette perspective et entend poursuivre son engagement constructif à l'égard de l'Espagne dans le cadre du forum.

47. **Le Président** dit que le Comité rejette fermement la référence du Ministre principal de Gibraltar aux « 35 années d'inactivité léthargique » du Comité à l'égard de la question de Gibraltar. En outre, s'agissant de sa référence aux « critères gouvernant l'élimination de la liste établis unilatéralement », il souhaite rappeler que le Comité n'a pas de tels critères et s'inspire en fait des critères énoncés par l'Assemblée générale.

Audition de pétitionnaires

48. *Sur invitation du Président, M. Bossano (Chef de l'opposition, Gibraltar) prend place à la table du Comité.*

49. **M. Bossano** (Chef de l'opposition, Gibraltar) dit que le Comité spécial a reconnu en 1964 que les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'appliquaient pleinement à Gibraltar. Il souhaite attirer l'attention du Comité sur les événements qui ont abouti à la situation actuelle concernant la décolonisation potentielle de Gibraltar.

50. Le parti d'opposition s'est joint à la commission spéciale pour la décolonisation créée à Gibraltar à 1999. Toutefois, il a précisé d'emblée qu'il

n'appuierait jamais une constitution qui ne mettrait pas fin au statut de Gibraltar en tant que territoire relevant du chapitre XI. Cette position a été soulignée dès le commencement des négociations avec le Gouvernement britannique en 2004. Il était entendu alors que le Royaume-Uni déciderait à la fin des négociations si le texte constitutionnel qui en découle pourrait aboutir à une déclaration que Gibraltar s'administrait complètement lui-même.

51. En février 2006, les Gouvernements espagnol et britannique se sont prononcés en faveur de l'élimination de toute référence à l'autonomie ou à l'élimination du territoire de la liste dans un alinéa additionnel ajouté au préambule à la nouvelle constitution. En mars 2006, le Gouvernement du territoire et le Gouvernement britannique ont publié une déclaration commune se félicitant de la nouvelle constitution. Après une correspondance entre les ministres des affaires étrangères du Royaume-Uni et de l'Espagne exposant leur interprétation divergente du résultat des négociations constitutionnelles, le Royaume-Uni a conclu que la nouvelle constitution n'était pas liée au statut international de Gibraltar ni à la question de décolonisation.

52. Le Royaume-Uni a affirmé qu'il avait formulé des préalables avant la tenue du référendum et qu'il n'avait pas pour politique de demander au Comité spécial de rayer ses territoires de la liste. Toutefois, les cas de Sainte-Hélène, d'Anguilla, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des îles Turques et Caïques montrent clairement que ces affirmations ne correspondent pas à la vérité. En outre, en avril 2006, le Royaume-Uni a déclaré que n'ayant pas voté en faveur de la résolution 1541 (XV), il ne se sentait pas engagé par cet instrument. Comme la résolution 1541 (XV) et la résolution 1514 (XV) prises ensemble constituent la pierre angulaire de la décolonisation, de telles observations soulèvent des doutes quant à l'engagement du Royaume-Uni en faveur de ce processus.

53. Les Gouvernements de Gibraltar et du Royaume-Uni ont été unanimes pour déclarer que les critères du Comité spécial gouvernant l'élimination des territoires de la liste étaient dépassés. Le Ministre principal a conclu que Gibraltar devait agir comme s'il disposait d'un gouvernement autonome et appliquer la nouvelle constitution, ce qui équivaldrait à une décolonisation de fait. L'opposition ne comprend pas comment on peut affirmer que les critères du Comité spécial sont

dépassés alors qu'ils sont ceux énoncés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1541 (XV) et 2652 (XXV).

54. Le texte que le Royaume-Uni et l'Espagne ont soumis en commun à la Quatrième Commission en octobre 2005 rendait bien clair que le Royaume-Uni est persuadé qu'un règlement durable de la question de la décolonisation de Gibraltar passe par des négociations avec l'Espagne. À l'époque, l'opposition a déclaré que la détermination du moment où le territoire s'administrait complètement lui-même incombait à l'ONU et non au territoire ni à son ancienne puissance coloniale. Toutefois, ni l'ONU ni le Comité spécial ne se sont employés à faciliter la décolonisation de Gibraltar. De l'avis de l'opposition, cela ne laisse qu'une seule solution : le Royaume-Uni devrait confirmer que le référendum sur la constitution représentait l'exercice du droit du peuple de Gibraltar à l'autodétermination. Le Royaume-Uni a reconnu que le peuple de Gibraltar jouissait de ce droit, mais qu'il ne pouvait pas l'exercer à l'heure actuelle. Par conséquent, le Royaume-Uni devrait informer le Comité spécial et l'ONU que la relation entre le Royaume-Uni et Gibraltar n'est plus désormais celle d'un territoire non autonome avec sa métropole, puisque Gibraltar se gouvernait déjà complètement lui-même. Pourtant, le Royaume-Uni continue pour le moment de soumettre au Comité des rapports conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Par conséquent, l'opposition considère que le Royaume-Uni a manqué à ses obligations.

55. L'orateur dit que compte tenu des renseignements qu'il a fournis, le Comité spécial devrait déterminer si le prochain référendum représenterait un acte d'autodétermination. L'opposition est fermement convaincue que le référendum perpétuerait en réalité le statut actuel de Gibraltar et l'obligerait en fin de compte d'accepter l'intégration avec l'Espagne. Le référendum confirmerait implicitement que le statut de Gibraltar demeurerait inchangé conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, à moins que Gibraltar n'accepte une telle intégration.

56. *M. Bossano se retire.*

Déclaration du Président

57. **Le Président** souhaite exprimer quelques réflexions sur la question des procédures gouvernant la

cessation de la communication de renseignements conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte. En outre, en plus des observations formulées à la session en cours, le Comité a été invité à plusieurs reprises à tirer au clair cette question, résumée parfois comme concernant l'élimination de la liste des territoires non autonomes.

58. L'orateur rappelle qu'en 1946, l'Assemblée générale a adopté la résolution 66 (I) portant adoption officielle de la liste des territoires non autonomes auxquels s'appliquait l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. À l'époque, plus de 80 pays figuraient sur la liste; à l'heure actuelle, il en reste 16. En 1948, l'Assemblée a adopté la résolution 222 (III) concernant la cessation de la communication de renseignements conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 la Charte, conformément à laquelle les puissances administrantes communiqueraient au Secrétaire général, dans un délai maximum de six mois, des renseignements sur la relation politique entre le territoire et la puissance administrante.

59. Plusieurs autres résolutions de l'Assemblée générale ont identifié les facteurs permettant de conclure qu'un territoire s'administrait complètement lui-même. L'autonomie interne, conformément à la résolution 742 (VIII), suppose l'absence de contrôle ou d'intervention de la part du gouvernement d'un autre État sur le gouvernement interne et la pleine compétence du gouvernement de ce territoire pour gérer les affaires économiques, sociales et culturelles de ce dernier. L'autonomie complète peut être réalisée moyennant l'association avec un autre État ou groupe d'États, à condition de l'être librement et sur la base de l'égalité absolue.

60. Conformément au processus consistant à rayer un territoire de la liste, les documents décrivant les arrangements envisagés ont été déposés par les puissances administrantes de Porto Rico, de la Groenland, des Antilles néerlandaises et du Surinam. L'Assemblée générale a procédé à un examen approfondi du degré et de la nature de l'autonomie de ces territoires conformément aux critères pertinents. Par la suite, elle a adopté des résolutions portant élimination de ces territoires de la liste des territoires non autonomes auxquels s'applique l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. La procédure gouvernant la communication de renseignements sur l'évolution politique des territoires a donc été mise en place dans les années 50. Il en

découle clairement que le Comité n'a pas défini de manière unilatérale des critères à cet égard.

61. Dans sa résolution 1541 (XV), l'Assemblée générale a précisé plus avant l'exigence de l'égalité politique absolue en apportant des détails additionnels concernant les trois options d'indépendance, de libre association et d'intégration. Comme l'Assemblée générale n'a cessé de le réaffirmer, cette résolution demeure la référence pour déterminer si un territoire s'administre complètement lui-même.

62. Le processus d'examen de l'évolution politique des territoires a été amélioré par le Comité spécial quand il a adopté, à la fin de la première Décennie internationale d'élimination du colonialisme, un programme de travail destiné à faciliter la coopération entre les puissances administrantes, les gouvernements des territoires et l'ONU. Ce programme, entériné tout dernièrement en 2005 par la résolution 60/117, doit être exécuté au cas par cas. Il vise à faciliter des discussions tripartites sur le cadre constitutionnel actuel, à aider à exécuter des programmes de sensibilisation et à évaluer le processus d'autodétermination des territoires individuels. Le programme devrait également permettre le transfert du pouvoir aux territoires, analyser et vérifier les résultats des actes d'autodétermination, et confirmer qu'un territoire s'administre complètement lui-même. À l'issue de cette confirmation, le territoire serait rayé de la liste des territoires non autonomes, acte qui ne constitue donc pas une fin en soi, mais le résultat d'un processus d'émancipation. La décolonisation serait plus efficace si toutes les puissances administrantes collaboraient avec le Comité spécial comme la Nouvelle-Zélande l'a fait pour la question des Tokélaou.

63. On prendra acte de tout nouvel arrangement constitutionnel qui se solde par une réforme du statut colonial plutôt que par la décolonisation et qui ne répond pas aux critères permettant de déterminer qu'un territoire s'administre complètement lui-même sur la base de l'égalité complète. Toutefois, il est difficile d'imaginer comment la communauté internationale peut considérer qu'un tel arrangement répond à ces critères. Sous la direction de l'Assemblée générale, le Comité spécial examinera tout statut politique proposé par rapport aux critères établis, puis fera rapport à l'Assemblée générale, seul organe chargé de déterminer s'il est opportun qu'une puissance administrante cesse de communiquer des

renseignements sur un territoire. Toute puissance administrante qui estime que les critères existants sont insuffisants ou dépassés a le droit de proposer de nouveaux critères à l'Assemblée générale.

64. L'orateur propose que le Comité, compte tenu des faits nouveaux pertinents, poursuive l'examen de la question de Gibraltar sous réserve de toute directive que l'Assemblée générale pourrait donner à sa soixante et unième session. Il propose également que toute la documentation pertinente soit transmise à l'Assemblée générale en vue de faciliter l'examen de ce point par la Commission des affaires politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).

65. *Il en est ainsi décidé.*

Questions diverses

66. **Le Président** dit que la Puissance administrante a refusé une demande tendant à organiser une mission de visite à Guam. Il rappelle que des missions de visite peuvent avoir lieu uniquement avec le consentement préalable de la puissance administrante. Le Comité a décidé que le titre du projet de résolution concernant la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires ((A/AC.109/2006/L.6) devrait être ainsi rédigé : « Missions de visite et missions spéciales ».

67. **M. Yáñez-Barnuevo** (Observateur de l'Espagne) dit que les renseignements que le Président vient de fournir concernant les procédures et les critères gouvernant la cessation de la communication de renseignements conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte sont de la plus haute importance.

La séance est levée à 12 h 40.